

mort. Elle nous poussait à trouver des moyens féministes pour mettre fin à la célébration de la mort en retrouvant une célébration de la vie.

Tout juste neuf jours avant d'être abattue, Rajini avait écrit un texte sur 'l'énorme montée de la brutalité et des détériorations entraînéees par les armes — des Etats ayant militarisé des communautés entières — des slogans nationalistes étroits approuvant les massacres' — et elle en appelait aux femmes pour qu'elles sortent de leur silence et 'plaident pour la vie — et pas pour des fusils'.

Pourtant, de plus en plus de jeunes femmes au Sri Lanka se sont armées de fusils, imitant les hommes dans une quête militarisée et violente de la liberté, au fur et à mesure que cette liberté devient plus insaisissable. En mai 1991, le Premier Ministre indien, Rajiv Gandhi a été assassiné par une jeune femme qu'on suppose appartenir aux Tigres Tamil et qui s'était transformée en bombe humaine. Quelques années plus tôt, la mère de Rajiv, Indira Gandhi avait été assassinée pour des raisons liées au problème du Punjab. En un temps record, en moins d'une décennie, le militarisme et l'intolérance à la diversité ont infecté ce pays de la non-violence, celui de Bouddha et de Gandhi.

Notes

1. NdT. en français dans le texte.
2. Groupe de travail national sur les brevets, Déclaration de parlementaires.
3. Baccheta Paola, 'The construction of male and female in RSS Discourse', mimeo.
4. Shiva V., *Violence of the Green Revolution*. Zed Books, Londres 1991.
5. Rostow, W.E., *The Stages of Economic Growth*. Cambridge University Press, Cambridge 1979, p.4.
6. *Pressing Against the Boundaries*. Rapport de l'atelier de théorie féministe en Asie du Sud, Bangalore 1990.
7. Shiva V., op. cit. 1990.
8. *Frontline*, 8ème anniversaire de l'opération Bluestar, 1er juillet 1992.
9. Shiva V., op. cit.
10. Singh Patwant & Malik Harji, 'Punjab: The Fatal Miscalculation'. Patwant Singh, New Delhi 1985.
11. Le Parti National Unifié arriva au pouvoir au Sri Lanka en 1977 et le projet Mahaweli fut à la base de ses stratégies. Ce projet impliquait la construction de cinq barrages sur le fleuve le plus long du Sri Lanka, dans sa vallée agricole la plus riche. Coût de l'opération : 1,25 milliards de dollars.
12. Alexis L., 'Sri Lanka's Mahaweli Ganga Project: The Damnation of Paradise' in E. Goldsmith and N. Hildyard (eds) *The Social and Environmental Effects of Large Dams*. Vol.II, Wadebridge Ecological Centre, Royaume-Uni 1984, p.276.
13. Communication personnelle, Lalanath de Silva.

Chapitre VIII

LES FEMMES N'ONT PAS DE PATRIE

Maria Mies

Lorsqu'en 1989, chaque semaine, les gens insatisfaits de ce qui était encore la République démocratique allemande (RDA) se rassemblaient à Leipzig pour leur 'Manifestation du lundi', ils criaient le slogan: 'Deutschland einig Vaterland!' (Allemagne, patrie unie !). Ils croyaient que tous leurs problèmes seraient résolus par la (ré)unification rapide de la République fédérale d'Allemagne (RFA) et de la RDA. Ils espéraient qu'avec l'unification politique ils pourraient non seulement jouir de la même liberté que les citoyens d'Allemagne de l'Ouest, mais aussi partager le même niveau de vie que ces Allemands 'privilegiés' de l'Ouest capitaliste. Face à l'euphorie qui entourait ce slogan, il était pertinent de se demander ce que ce processus d'unification représentait pour les femmes à la fois en Allemagne de l'Est et de l'Ouest. Que pouvaient attendre les femmes de cette 'patrie' allemande ? Ou, à vrai dire, de toute patrie ? Les changements dans les Etats socialistes du bloc de l'Est ne s'accompagnaient-ils pas d'une montée du nationalisme ? Que signifie pour les femmes cette nouvelle vague de nationalisme ? Quel rôle jouent-elles dans ces processus ? Et enfin, quel rôle les femmes ont-elles joué historiquement dans l'avènement de l'Etat-nation moderne — parce que c'est à l'Etat-nation qu'on se réfère comme la patrie par excellence ? Les féministes, au moins, ne devraient-elles pas se souvenir des mots de Virginia Woolf, que les femmes n'ont pas de pays ? Ou, comme je me propose de le montrer ici, que les femmes n'ont pas de patrie ? Dans une perspective écoféministe nous devons aussi nous demander si ces processus ne renforceront pas la dégradation de l'environnement. Les nouveaux Etats-nations protégeront-ils mieux la nature que les anciens Etats idéologiques ? Dans les pages qui sui-

vent, je vais tenter d'y répondre ainsi qu'à des questions connexes en postulant les thèses suivantes.

Les femmes paient le prix de l'unification

Comme on le sait maintenant, les femmes en Allemagne de l'Est comme de l'Ouest paient le prix de l'unification allemande.

En janvier 1990, j'assistais à Berlin Est à un des premiers congrès de l'Association indépendante des femmes (*Unabhängiger Frauenverband* – UFV) ⁽¹⁾ nouvellement fondée en RDA. Les femmes qui avaient fondé cette nouvelle organisation pour protester contre l'Association des femmes démocratiques (*Demokratischer Frauenverband*), association socialiste officielle de l'Etat, étaient pleines d'énergie et déterminées à participer pleinement et en toute égalité au processus de changement politique en cours. Elles décidèrent de participer aux élections du printemps de 1990 — en tant qu'organisation séparée de femmes. Elles étaient résolument confiantes en leurs possibilités de préserver ainsi certains des avantages — refusés à leurs soeurs de l'Ouest — dont les femmes avaient bénéficié dans l'Allemagne socialiste; et simultanément elles voulaient combattre les structures patriarcales, qui étaient demeurées intactes sous le socialisme.

Ces grands espoirs furent rapidement déçus lors des élections de mars 1990 : l'Association indépendante des femmes ne réussit pas à recueillir suffisamment de voix. Elle avait formé une alliance électorale avec le Parti Vert d'Allemagne de l'Est, mais même les Verts furent réticents à donner un siège à une organisation de femmes qui n'avait pas obtenu suffisamment de voix. La déception suivante arriva avec l'unification de la RFA et de la RDA, le 3 octobre 1990. Après les élections fédérales sur tout le territoire allemand en décembre 1990, quand les chrétiens-démocrates du Chancelier Kohl remportèrent une majorité (due en grande partie à l'enthousiasme des Allemands de l'Est), il devint évident que les femmes n'arriveraient pas à protéger et à préserver les institutions, les structures et les lois mises en place par le régime socialiste pour 'attirer les femmes dans la production, sur un pied d'égalité' avec les hommes. Il s'agissait, entre autres, de crèches pour les jeunes enfants, de la sécurité de l'emploi pour les mères travailleuses, du droit d'envoyer un enfant à l'école maternelle, du congé de maternité d'un an rémunéré, de la garantie d'un logement pour les mères célibataires, du congé payé pour les mères en cas de maladie d'un enfant.

En plus, la loi sur l'avortement de la RDA était plus libérale que celle d'Allemagne de l'Ouest. Les femmes allemandes de l'Est pou-

vaient avoir recours à l'avortement — sur demande — pendant les trois premiers mois de la grossesse. Il s'est rapidement avéré que du fait que l'Allemagne de l'Est avait choisi de 'se joindre' à l'Allemagne de l'Ouest acceptant, par conséquent, la Constitution de la RFA telle qu'elle était, aucune marge de négociation ne restait aux femmes: les lois de la RFA étaient simplement étendues à la RDA.

Entre temps, l'euphorie en Allemagne de l'Est avait laissé la place à un sentiment profond de déception et de dépression. Ce sont surtout les femmes qui souffrent de la montée du chômage dans l'Est. Elles perdirent leurs crèches, furent les premières à être licenciées lors de la liquidation des usines, de la fermeture des bureaux ou lorsque les universités furent *Abgewickelt* (dé-développées) pour respecter les lois de l'économie de marché. A présent, les femmes allemandes de l'Est connaissent la situation classique d'appartenir à l'armée de réserve capitaliste du travail; elles sont renvoyées à la maison pour s'occuper des *'Kinder und Küche'* (enfants et cuisine). Au printemps de 1991, il y avait en Allemagne de l'Est plus de 1,2 million de chômeurs, dont plus de 50% étaient des femmes.

Les politiciens continuèrent à assurer les gens d'Allemagne de l'Est que leurs problèmes économiques, et en particulier le taux élevé de chômage, n'étaient que temporaires. Ils attribuèrent l'absence de croissance à quarante ans de socialisme et aux demandes salariales excessives des syndicats. Mais un an plus tard, en février 1992, la situation économique et sociale dans les nouveaux Etats fédéraux d'Allemagne de l'Est avait encore empiré, en particulier pour les femmes.

En janvier 1992, le chiffre total des chômeurs pour l'Allemagne unifiée était de 3,2 millions, une augmentation de 6,3% pour l'Allemagne de l'Ouest et 16,5% pour l'Allemagne de l'Est comparé au mois précédent. Sur ces 3,2 millions de chômeurs, 1,35 million vivent en Allemagne de l'Est, dont la population s'élève à 17 millions d'habitants contre 60 millions en Allemagne de l'Ouest; et comme on pouvait s'y attendre, la montée du chômage et ses conséquences frappe surtout les femmes. La proportion de femmes chômeuses passa de 50% en 1991 à 62% en 1992. Sur l'ensemble des femmes, 21,8% n'ont pas de travail, contre 12,6% pour les hommes. ⁽²⁾

Pour beaucoup de femmes, cela signifie dépendre de la sécurité sociale, en particulier pour celles qui n'ont pas de 'mari pourvoyeur' : c'est-à-dire les femmes divorcées, célibataires et celles qui sont trop âgées pour retrouver un emploi. Un des points principaux du congrès de l'UFV de janvier 1990 était la volonté des femmes de préserver une existence économique indépendamment d'un pourvoyeur masculin. Pourtant, maintenant, elles subissent l'expérience du 'retour au foyer' (housewifization) ⁽³⁾, situation banale pour beaucoup de femmes sous le capitalisme.

La confrontation avec les réalités du capitalisme, jusqu'alors seulement connues par la propagande et la télévision, constitua un choc pour beaucoup de femmes d'Allemagne de l'Est. Lors d'une conférence à Dresde sur le thème 'Economie mondiale, Ecologie et Solidarité' (17 janvier 1992) ⁽⁴⁾ je fus témoin de l'amertume, de la colère et de la dépression de beaucoup de ces femmes. Leur amertume portait surtout sur la brusque dévaluation de leurs qualifications et de leurs formations. Des femmes qui avaient occupé des positions professionnelles importantes et qui avaient gagné un respect de soi dû à leurs connaissances et leur expérience se retrouvaient au chômage et obligées de subir un programme de ré-éducation pour des métiers aussi insignifiants que, par exemple, 'assistante européenne'. A cause de ces expériences, la plupart des femmes allemandes de l'Est présentes à cette réunion — et beaucoup de leurs compatriotes masculins — comprirent immédiatement ma thèse, que le capitalisme a toujours besoin de colonies, internes ou externes, et que comme femmes au foyer, les femmes partout constituent une colonie interne. Aujourd'hui, l'Allemagne de l'Est fait de nouveau partie de l'Etat-nation politique allemand, mais son véritable statut économique, social et socio-psychologique est celui d'une colonie. Tels étaient, du moins, les sentiments que les gens exprimèrent à cette réunion. Des 'experts en développement' d'Allemagne de l'Ouest sont envoyés en Allemagne de l'Est pour les aider à apprendre les lois de l'économie de marché et de la démocratie. Les Allemands de l'Est ont inventé un mot pour ces Occidentaux: 'Besserwessi', littéralement: 'des gens d'Allemagne de l'Ouest qui savent tout mieux'. Le dilemme pour les femmes et les hommes d'Allemagne de l'Est est qu'avec la disparition de l'alternative socialiste, le capitalisme apparaît comme la seule solution possible. Mais ils doivent encore découvrir les deux faces du capitalisme: les gagnants et les perdants.

⁴ Je fus surprise néanmoins de constater que les femmes formulent leur rejet d'une politique de "développement par rattrapage" (voir chapitre III). Elles comprennent que cette stratégie n'était une solution ni pour les femmes, ni pour les colonisés du Tiers-monde, ni pour les anciens pays socialistes.

Les femmes d'Allemagne de l'Ouest, aussi, doivent payer pour 'l'Allemagne, patrie unifiée'. Beaucoup de projets et d'améliorations pour lesquels le mouvement des femmes avait lutté, tels que des refuges sûrs pour femmes battues ou des crèches pour les enfants de mères travailleuses sont menacés parce que les fonds pour les financer sont détournés maintenant soit pour loger les réfugiés de l'Est soit pour reconstruire l'Allemagne de l'Est. La patrie unifiée s'avère plus coûteuse que prévue dans une première euphorie nationaliste (y compris une augmentation d'impôts), c'est pourquoi cet argent sup-

plémentaire sera obtenu en le refusant à ces projets que voulaient les femmes afin d'améliorer leur situation.

En tant que féministe qui étudie depuis longtemps le fonctionnement du patriarcat capitaliste, je ne suis pas surprise par la stratégie poursuivie de sang froid en Allemagne à l'égard des femmes tant à l'Est qu'à l'Ouest. Je suis plutôt étonnée de l'optimisme des femmes allemandes de l'Est qui espéraient que la réalisation de l'unité politique en Allemagne améliorerait leurs chances d'influencer la politique de leur pays. Mais l'histoire du processus d'unification est très semblable à celle d'autres révolutions: les femmes avaient joué un rôle d'avant-garde dans le mouvement de protestation en Allemagne de l'Est et joué un rôle crucial lors de la table ronde des négociations en RDA avant l'unification. Mais quand l'unité politique fut réalisée et quand la distribution du nouveau pouvoir fut à l'ordre du jour de l'histoire, les femmes furent de nouveau renvoyées à la place que le patriarcat leur a assignée depuis longtemps.

Devons-nous en conclure qu'il existerait une sorte de loi non écrite décrétant que les hommes laisseront toujours les femmes se battre à l'avant-garde des mouvements sociaux et des révolutions, mais que ce sont eux qui récolteront les fruits de la victoire tandis que les femmes seront, une fois encore, reléguées à leur position traditionnelle au sein de la société patriarcale? S'agit-il, comme le suggère Christina Thürmer-Rohr, d'une espèce de 'monoculture' masculine qui l'emporte invariablement sur la volonté politique des femmes? ⁽⁵⁾ Afin de comprendre mieux ce qu'est la relation entre les femmes et ce qu'on appelle patries, nous devons examiner de plus près l'histoire de l'Etat-nation moderne et nous demander ce que leur émergence a à voir avec l'oppression et l'exploitation des femmes.

La colonisation des femmes

Les femmes ont été colonisées depuis le début de l'Etat-nation moderne (les patries). Cela signifie que l'Etat-nation a forcément contrôlé leur sexualité, leur fertilité et leur capacité ou force de travail. Sans cette colonisation ni le capitalisme ni l'Etat moderne n'auraient pu se maintenir. Et c'est cette colonisation qui constitue la base de ce qu'on appelle maintenant la 'société civile'.

Les analystes sociaux ont souvent estimé que la division du travail la plus importante est celle entre le travail salarié effectué principalement par des hommes, dans la sphère publique et le travail ménager des femmes dans la sphère privée. Dans cette division, le travail salarié est directement contrôlé par le capital, ou l'économie. Mais l'économie ne peut pas contrôler directement la sexualité, la fertilité et la capacité de travail des femmes; pour ce faire, l'Etat doit

intervenir avec sa politique familiale. Il doit également exercer un contrôle sur les femmes, parce qu'il a besoin de soldats pour défendre son territoire et de fonctionnaires pour sa bureaucratie; de même, l'économie a besoin de renouveler les travailleurs et les consommateurs. Les femmes sont essentielles pour cette procréation. Mais ni l'Etat ni l'économie n'ont besoin de femmes *en tant que* femmes, mais uniquement pour remplir un 'rôle' particulier. Dans l'ancienne RDA, les femmes inventèrent le slogan: 'Sans les femmes vous ne pouvez faire un Etat'. C'est exact, mais sa signification précise va plutôt à l'encontre de ce pourquoi les femmes de RDA ont lutté, c'est-à-dire être des partenaires égales pour gérer cet Etat. En réalité, cette phrase signifie que les femmes d'un Etat-nation doivent être colonisées en femmes au foyer afin de maintenir un Etat moderne ⁽⁶⁾.

Cette domestication n'est pas le résultat de quelque sadisme masculin inné mais elle est nécessaire à une économie dont l'objectif est la croissance illimitée. A l'intérieur d'un monde limité, ces objectifs ne peuvent être atteints qu'en divisant le monde pour en exploiter et coloniser ensuite les parties séparées. La tâche du nouvel Etat, l'Etat-nation, est d'organiser cette colonisation externe et interne — ce qui implique sa légalisation. Comme Polanyi l'a démontré de manière convaincante, l'économie de marché capitaliste moderne n'a pas émergé simplement par le libre jeu des forces du marché, comme le libéralisme voudrait nous le faire croire. Ce nouveau marché, en particulier le marché de la force de travail, et celui de la terre, a dû être créé de toutes pièces et imposé par une intervention directe de l'Etat et du pouvoir.⁽⁷⁾ Cette intervention de l'Etat vise aussi à manipuler le comportement reproductif des femmes; la politique familiale du dix-neuvième siècle était en grande partie, et elle le demeure, une politique démographique.⁽⁸⁾

En outre, la tâche de l'Etat-nation consiste à servir de médiateur entre ce qui est universellement reconnu comme droits de l'homme selon lesquels tous les gens sont libres et égaux, et les segments inégaux *de facto* des différentes colonies externes et internes: entre travailleurs salariés et travailleurs non salariés; entre citoyens et étrangers; entre hommes et femmes; entre la majorité et les minorités ethniques et raciales. Ici nous rencontrons une contradiction structurelle de la 'société civile'. Tous les Etats-nations démocratiques modernes ont inscrit dans leur constitution les droits humains fondamentaux à l'égalité, la liberté et la fraternité. Mais si ces droits, et en particulier le droit à l'égalité, étaient étendus à tout le monde non seulement politiquement, mais économiquement, le système s'écroulerait. C'est pourquoi on refuse notamment aux travailleurs étrangers, aux femmes, à ceux qui demandent l'asile politique, un statut politique et économique égal à celui dont jouit le citoyen masculin 'normal' ⁽⁹⁾.

On peut observer une contradiction semblable quand on examine l'histoire externe de l'Etat-nation moderne, c'est-à-dire celle qui existe entre la tendance à la mondialisation du marché mondial et l'intérêt national.⁽¹⁰⁾

Tendance à la globalisation et intérêt national

Les patries modernes, les Etats-nations, ont été construites et ne peuvent survivre que sur les fondations d'un ordre économique mondial colonial. Comme le capitalisme, depuis le départ, a fonctionné comme un 'système mondial' (Wallerstein) qui envahit et conquiert des 'matrices' (motherlands) étrangères, il a pu accumuler plus de richesses au centre et y construire l'Etat-nation moderne. Ces nouveaux Etats-nations, ces patries, intégrèrent aussi, c'est-à-dire englobèrent, des pays plus petits et des tribus et les homogénéisèrent à l'intérieur d'une nouvelle 'culture nationale'. Dans ce processus la compétition des Etats-nations modernes pour l'hégémonie politique et économique joua un rôle décisif.

Ce qui apparaît dans cette thèse comme une contradiction — tendance à la globalisation d'une part et intérêt national d'autre part — est, quand on y regarde de plus près, la précondition nécessaire à la fois à l'Etat-nation et à l'économie de marché ou capitalisme. Cette économie a besoin de frontières ouvertes vers le monde extérieur, d'un libre accès aux marchés étrangers, aux environnements économiques, aux ressources et à la force de travail.⁽¹¹⁾ C'est pourquoi le libéralisme économique propage le marché libre mondial et le libre échange. Mais cette liberté n'est pas sensée s'étendre aux colonies; les relations commerciales entre les pays du centre de ce système mondial ⁽¹²⁾ et les périphéries ou colonies sont une voie à sens unique. On refuse aux périphéries une égalité d'accès aux marchés, aux ressources et à la force de travail des pays centraux. La relation entre ce qu'on appelle les deux 'partenaires commerciaux' n'est pas une relation de réciprocité, mais les économiquement forts — les nations industrialisées — Etats-Unis, Europe, Japon, fixent le prix des produits importés des pays périphériques. Les négociations du GATT constituent une preuve supplémentaire de la relation asymétrique et hiérarchique entre le Nord riche et le Sud pauvre (voir chapitre XIII). Elles prouvent également la contradiction entre la politique libre échangiste, la tendance à la mondialisation et l'ouverture du marché, la rhétorique d'un 'seul monde', et la pression qu'on fait peser sur les pays du Tiers-monde, (en particulier par les Etats-Unis) afin d'éliminer les 'barrières commerciales' dressées contre l'importation de biens produits aux Etats-Unis. En particulier, les clauses attachées à la propriété industrielle et intellectuelle sont supposées

ouvrir les marchés du Tiers-monde aux nouveaux produits américains, comme l'ingénierie des semences par exemple, et elles ont été introduites dans l'intention de faciliter le contrôle sur ces nouveaux marchés (voir chapitre X). Le secteur des services, lui aussi, s'attend à trouver de nouveaux marchés dans le Sud. Cette politique ne respecte plus la souveraineté des Etats-nations du Sud, qui auraient pu choisir une politique d'auto-suffisance et de contrôle des importations. Cette souveraineté doit reculer face aux intérêts commerciaux des entreprises transnationales du Nord, et surtout devant leurs besoins de nouveaux marchés. Ainsi, la tendance à la globalisation des Etats-nations du Nord et leur intérêt national sont les deux faces d'une même pièce.

La violence et l'Etat

Pour protéger ces relations contradictoires contre une opposition éventuelle, qu'elle soit interne ou externe, l'Etat-nation moderne doit exercer la violence et la coercition. Comme le montre Giddens, l'Etat-nation fut mis en place au moyen de la violence directe, mais il ne peut se maintenir sans un monopole d'Etat de la violence directe et de moyens de coercition sous forme de forces militaires ou policières. Ce monopole de la violence directe implique la militarisation des hommes, avec l'armée comme nouvelle école de virilité. D'autre part, la militarisation des hommes implique toujours la violence contre les femmes et leur dégradation.⁽¹³⁾

Susan Brownmiller a été une des premières féministes à montrer la relation étroite entre la guerre contre des peuples étrangers et la guerre contre les femmes sous la forme du viol. La discussion sur le viol et la guerre ou le militarisme s'est longtemps centrée sur la question de savoir si les hommes étaient naturellement plus agressifs que les femmes. La cause première était ainsi recherchée dans les différences psychologiques et physiologiques entre hommes et femmes, tandis que le contexte économique et politique était souvent ignoré.⁽¹⁴⁾ De même, l'analyse faite par Cynthia Enloe de la construction de la nouvelle image de Rambo comme modèle de la masculinité moderne, et sa contrepartie, la femme faible, féminine et passive, décrit correctement ce qui se passe en ce moment. Mais elle explique ces nouvelles stratégies en se référant simplement à la théorie des rôles et suggère un changement des images de rôles des hommes et des femmes.⁽¹⁵⁾

Ce genre d'analyse est utile pour évaluer la situation, mais en ignorant le fait que l'Etat-nation patriarco-capitaliste, la patrie, a précisément besoin de telles images de masculinité personnifiées par Rambo pour poursuivre ses objectifs économiques et politiques, ces

analyses négligent d'expliquer pourquoi, dans des Etats-nations modernes, les hommes sont militarisés et pourquoi cette militarisation atteint toujours les femmes. Pas seulement les femmes de 'l'ennemi', mais aussi les femmes de leur propre nation.

La guerre du Golfe a clairement illustré la combinaison du Ramboïsme et des intérêts politiques et économiques chez les deux belligérants. Ni George Bush ni Saddam Hussein ne furent prêts à abandonner leur position d'homme fort; tous deux interprétèrent un retrait comme un signe de faiblesse, c'est-à-dire de féminité. Mitterrand, le président français, parla même d'une 'logique de guerre' quasi naturelle qui devait suivre son cours, sans tenir compte de tous les avertissements des conséquences d'une telle guerre, quand deux Rambos armés jusqu'aux dents se confrontent. Ni lui ni aucun des hommes impliqués dans cette guerre ne furent prêts à admettre que cette soi-disante logique de guerre n'était rien d'autre qu'une logique de Rambo, une logique patriarcale masculine qui parie simplement sur la survie du plus fort. Les victorieux ont toujours raison. Mais ce Ramboïsme était/est lié étroitement aux intérêts économiques et politiques des Etats-Unis, et des autres pays riches industriels du Nord, à contrôler l'accès aux réserves de pétrole du Moyen-Orient. Les niveaux de vie du Nord industrialisé dépendent dans une très large mesure de leur libre accès à un pétrole bon marché, dont la plus grande partie provient des pays du Golfe. Comme on le sait, ces réserves de pétrole seront épuisées dans un avenir prévisible. On peut aussi voir la guerre du Golfe comme la première des nouvelles guerres coloniales concernant la distribution des ressources rares entre les pays du Nord et du Sud; guerres de distribution qui nécessitent plus d'hommes Ramboisés ainsi qu'un renforcement du concept de l'Etat-nation.⁽¹⁶⁾ Les victimes principales dans ces guerres sont non seulement les femmes et les enfants, mais aussi la nature.

Aujourd'hui nous assistons à la dissolution non seulement des grands blocs militaires hégémoniques mais aussi d'Etats comme la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie. Mais cela ne conduit pas, comme on l'avait espéré, à une ère de paix mondiale. Au lieu de cela, l'ennemi externe est remplacé par des ennemis internes, en particulier dans l'ancien bloc soviétique. De nouveaux nationalismes émergent en Union soviétique, en Yougoslavie, en Roumanie, par exemple. Toutes ces nationalités, qui étaient supposées intégrées dans la grande patrie socialiste, réclament désormais l'autonomie, combattent pour l'obtenir et les unes contre les autres. En plus de l'autonomie, la plupart d'entre elles veulent un Etat-nation séparé, une patrie séparée. Dans ces nouvelles guerres civiles, ce sont les jeunes gens qui jouent le rôle principal. Leur militarisation dépasse l'objectif immédiat de ces guerres et détermine le concept d'identité de rôle pour toute une génération.

Comme l'a montré Cynthia Enloe, c'est valable aussi pour les jeunes gens qui combattent dans les forces de guérilla des mouvements de libération, comme, par exemple, aux Philippines. La militarisation mène à la formulation d'une identité de virilité qui se révèle dans le port du fusil et la capacité de tirer et de tuer.⁽¹⁷⁾ Comme on peut l'observer aujourd'hui, par exemple au Liban, au Sri-Lanka, en Afrique du Sud, en Israël, mais surtout en ex-Yougoslavie, tout ce que ces jeunes gens ont appris est d'être soldat; finalement, ils ne savent plus distinguer un ami d'un adversaire. La guerre est devenue un mode de vie. *Celui qui est capable de tuer détermine qui peut vivre, pas celui qui est né d'une femme.*

La Nation-mère et l'Etat-père

Pour légitimer cette militarisation des hommes et la 'logique de guerre' et pour provoquer leur identification à une patrie, il est essentiel que l'aspiration à des 'matries' ('pays natal') détruites et perdues soit mobilisée et projetée sur l'Etat-nation. Au plan socio-psychologique, le nationalisme comme le fondamentalisme religieux se développent sur ces aspirations et ces projections.

Historiquement, malgré toutes les guerres qui se déroulèrent pour créer l'Etat-nation, malgré l'expansion coloniale et le bénéfice matériel qu'elle entraîna pour les citoyens des Etats-nations du Nord, et malgré la compétition entre différents Etats-nations et toute la pacification interne par la bureaucratie et la police, l'Etat-nation capitaliste moderne aurait été incapable de s'assurer la loyauté de ses citoyens, de les mobiliser afin de créer une identification émotionnelle avec ce nouvel Etat, sans avoir recours à la catégorie plus ancienne de nation. Il fallait que le Père-Etat soit marié avec la Mère-nation.

Que signifie le terme 'nation'?

Les Romains utilisaient le mot *natio* pour désigner les tribus qu'ils avaient conquises. Celles-ci de leur côté, appelaient ceux qui vivaient dans l'Empire romain, '*populus romanus*', le peuple romain. *Natio* dérive manifestement de *natus*, c'est-à-dire 'né'. *Natio* est le lieu de naissance d'une personne (homme ou femme), sa tribu, son territoire, son 'pays natal'. C'est pourquoi on peut aussi appeler ces 'nations', le pays natal. On identifiait un individu par le pays où il/elle était né(e), c'est-à-dire l'endroit où sa mère vivait. En définitive, cette terminologie trouve ses racines dans les traditions de droit maternel, quand l'organisation clanique et tribale était fondée sur un système matrilocal et matrilineaire où l'égalité de filiation régnait, tous étant les enfants de la tribu ou du clan.⁽¹⁸⁾ Nous savons que cette organisation a été détruite par la guerre et la conquête. Mais même les patries, dont les systèmes patriarcaux avaient été construits sur les ruines de

ces 'matries' tribales, suivant une logique différente, durent se légitimer en enracinant les sentiments populaires dans l'ancienne catégorie de nation, lieu d'origine et 'matrie'. L'aristocratie féodale fut la première à revendiquer ce terme de 'nation' pour construire le nouvel Etat absolu, puis la bourgeoisie, après s'être renforcée par le colonialisme, s'organisa en Etats-nations. Dans ce processus plusieurs nations — les anciennes tribus — furent intégrées au sein d'une nouvelle appartenance nationale.

Cependant, les sentiments liés au terme de 'nation' diffèrent de ceux liés au terme d'Etat'. Le premier est caractérisé par des qualités telles que la chaleur, la communauté, le personnel, les relations informelles, la liberté, la proximité, la douceur du foyer, le voisinage de la nature, bref, des souvenirs liés à l'enfance. Ces émotions couvrent aussi la communauté créée par une langue, une culture et une histoire communes, mais pas nécessairement l'histoire d'un Etat. Un ami indien, né dans le Punjab qui fait partie aujourd'hui du Pakistan du Nord, exprime ces sentiments de la manière suivante : 'Je ne pourrai jamais haïr ce pays, parce que c'est mon '*janma bhumis*', son pays de naissance, le pays natal. *Bhumi* signifie la Mère-terre en Hindi, et parfois *Bhumi-Devi* désigne la Déesse Terre. Quand les politiciens et les journalistes parlent d' 'inimitié insurmontable' entre l'Inde et le Pakistan, ils ne tiennent pas compte de ce genre de sentiments.

Durant le mouvement indien pour l'indépendance, ce déplacement de sentiments de la 'mère-nation' vers le 'père-Etat' fut une tactique délibérée adoptée par des écrivains et des propagandistes tels que Bankim Chandra, auteur du texte de l'hymne national *Bande Mataram* (Mère, je vous célèbre). Au début, cette 'mère' était le Bengale, le pays natal du poète, puis, elle représenta toute l'Inde, la mère qui avait été 'violée' par le colonialisme. Contre ce 'viol', tout homme qui retrouvait en lui des traces de virilité devait se lever. Cependant, l'Inde est un pays composé de nombreuses nations (tribus) et identités. Afin de construire un Etat-nation moderne, ces identités particulières et les sentiments qui y étaient attachés devaient être projetés dans l'Etat-nation de l'Inde moderne. Nous savons que ce fut un processus douloureux. Les parties du pays à majorité musulmane furent séparées et formèrent le Pakistan. Aujourd'hui, d'autres parties de l'Inde veulent constituer leur propre Etat-nation indépendant. Cette tendance témoigne du désir de retourner à ce qu'elles considéraient comme leur 'matrie' d'origine, leur identité régionale, culturelle et religieuse.

L'écrivaine féministe japonaise, Yayoi Aoki⁽¹⁹⁾, donne un autre exemple de ce processus. Elle explique comment, sous les réformes de Méiji, les sentiments des jeunes gens — encore enracinés dans des traditions partiellement de droit maternel comme le *wakomonoyado*,

les maisons de jeunes du Japon rural du Nord — furent dévalués et détruits pour être projetés ensuite sur le nouvel Etat japonais moderne et son empereur. Selon Yayoi Aoki, le Japon rural, d'avant ces réformes, était moins patriarcal qu'il ne l'est aujourd'hui. Dans le *wakomonoyado*, les relations entre les sexes étaient relativement libérales: les jeunes disposaient de bains et de toilettes en commun, ainsi que de zones de liberté pour l'apprentissage à l'autonomie. Tous ceux et celles qui avaient partagé le même *wakomonoyado* étaient unis par un lien de loyauté plus fort même que les liens familiaux. Ils étaient obligés de pratiquer l'aide mutuelle et la solidarité. Pendant les réformes de Meiji toutes ces traditions furent considérées avec mépris, et dévaluées comme arriérées et barbares. Les nouvelles valeurs émanaient à la fois de l'Occident et du confucianisme patriarcal. 'Civilisation et Lumières' devint le slogan du moment et le désir d'imiter l'Occident était associé avec l'idéal confucéen de la famille, mariant ainsi les deux traditions patriarcales. La loyauté des jeunes gens fut séparée du *wakomonoyado* considéré maintenant comme rétrograde pour se tourner vers l'Etat-nation moderne japonais. Dans ce processus, les traditions et les valeurs patriarcales de la classe guerrière des Samouraïs, qui fut la première à accepter les valeurs occidentales et la morale confucéenne, jouèrent un rôle important. Désormais le jeune paysan commença aussi à s'identifier à la morale de cette classe guerrière moderne et à l'Etat japonais. Les anciennes maisons et clubs de jeunes devinrent un système de surveillance pour le nouveau gouvernement.

« Quand on les transforma en Seinendan (groupes de jeunes) et Shobodan (groupes de lutte contre le feu) l'âme de la résistance fut, de fait, évacuée. Et le réseau du village devint désormais un système d'espionnage, afin d'assurer la coopération avec les politiques gouvernementales. Ceci peut même, peut-être, aider à expliquer la plus grande ferveur des populations rurales à coopérer à la militarisation du Japon, lors de la guerre sino-japonaise de 1895-96. » ⁽²⁰⁾

Identité nationale ou développement par rattrapage ?

La montée des nouveaux nationalismes que nous observons aujourd'hui trouve son origine non seulement dans les valeurs modernes de 'la civilisation et du siècle des Lumières' et l'aspiration à une identité ethnique et culturelle mais peut-être davantage encore dans le mythe du 'développement par rattrapage', c'est-à-dire l'espoir de partager le plus vite possible la richesse matérielle et les niveaux de vie des nations riches du Nord. Ils veulent rejoindre le club de la riche Com-

munauté européenne. Le slogan 'Allemagne, patrie unie' signifiait aussi 'Allemagne, pays uni à égalité de consommation'.

Comme nous l'avons vu, l'objectif d'un développement par rattrapage et l'émulation de nations européennes industrialo-colonialo-patriarcales ont déjà joué un rôle important dans les réformes du dix-neuvième siècle, au Japon. Comme on peut le voir au chapitre IV du présent volume, ils jouent aussi un rôle important dans les stratégies de développement imposées aux nations pauvres du Sud; mais pour elles l'objectif se révèle être un mythe et un mirage.

Un espoir semblable ou mythe paraît aussi être à l'origine des nombreuses tendances au renforcement de l'autonomie et de l'identité ethniques, culturelles ou nationales qu'on peut observer en particulier dans les Etats-nations qui avaient été maintenus ensemble par une idéologie socialiste universalisante: l'Union soviétique, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et d'autres pays de l'ancien bloc socialiste. Mais ces tendances peuvent aussi s'observer dans d'autres parties du monde. Cette recherche d'une identité nationale, s'appuyant sur une différence historique, culturelle, raciale, ethnique ou religieuse est généralement motivée par une forte rébellion contre le centralisme et le pouvoir totalitaire d'un groupe dominant politiquement, économiquement ou ethniquement. Cette rébellion va de pair avec une demande d'autodétermination ou d'autonomie régionales. Vu de l'extérieur et d'un point de vue écoféministe, ce développement pourrait être accueilli favorablement, puisque les grands blocs économiques et politiques sont fortement critiqués, à la fois, par les mouvements écologiques et par les féministes qui réclament de petites régions économiques pour maintenir des systèmes écologiquement durables. Mais un examen plus attentif des processus engagés aujourd'hui révèle une image moins optimiste. La Yougoslavie peut servir de cas de figure.

Les émotions réveillées par des appels au nationalisme et à un sens d'ethnicité ne reflètent pas les buts réels de luttes dites nationalistes, mais en Yougoslavie par exemple, ces passions sont plutôt canalisées comme une force agissante dans la lutte pour une distribution de parts plus justes du gâteau économique en perpétuelle diminution. Ce sont les pouvoirs économique et politique qui sont les véritables enjeux de ces nouvelles guerres civiles.

Les régions qui dans l'ex-Yougoslavie ont demandé l'autonomie et la sécession de l'Etat yougoslave sont celles qui ont le plus bénéficié de l'industrie du tourisme et de leur proximité avec la Communauté européenne: la Slovénie et la Croatie. Comme la Communauté européenne s'apprête à se constituer elle-même en nouvelle puissance économique régionale, ces régions veulent rejoindre le club des riches Européens avant qu'ils ne ferment leurs portes aux 'outsiders'.

Fondamentalement, elles ne veulent pas partager leur richesse relative avec les régions les plus pauvres de Yougoslavie.

Leur demande d'autodétermination au nom de la religion, de la langue, de la culture etc., ne signifie donc pas que la Slovénie et la Croatie veulent s'établir elles-mêmes comme régions autosuffisantes ou indépendantes. Elles rejettent le centralisme de l'Etat-nation socialiste mais elles désirent vivement rejoindre le nouveau super-Etat, la riche Communauté européenne : la Slovénie, mais surtout la Croatie, cherchent à être reconnues comme Etats souverains par la Communauté européenne ou les Nations Unies.

Ceci nous amène au point suivant. La recherche d'une identité nationale est presque toujours comprise comme celle d'une séparation d'Etat, ce qui signifie que ces régions ou ces provinces veulent se constituer en Etats-nations en s'appuyant sur le modèle des grands Etats-nations. Ceci implique la nécessité d'avoir leur propre armée, des forces de sécurité frontalières, une bureaucratie et un gouvernement. Ces mouvements d'autodétermination conduisent ainsi inéluctablement au renforcement du militarisme et de la violence.

De plus, la demande d'autodétermination par une province ou une région induit inévitablement des antagonismes entre ces provinces sécessionnistes et d'autres provinces et régions, avec lesquelles elles avaient vécu en paix pendant des années. Si la lutte porte *de facto* sur le pouvoir économique et politique à l'intérieur d'un territoire donné, on fait appel aux différences culturelles et historiques pour prouver pourquoi, par exemple, les Croates ne peuvent plus vivre avec les Serbes dans un même Etat. Une fois que ces différences ne peuvent plus être résolues par des négociations mais par les armes, de vieux souvenirs d'injustices et d'atrocités sont ranimés. Ainsi les Serbes accusent les Croates de fascisme, parce qu'ils ont collaboré avec les Nazis, et les Croates accusent les Serbes de tendances impérialistes puisqu'ils veulent créer un nouvel empire serbe.

Le résultat de l'écroulement de l'idéologie universaliste du socialisme, qui affirme encore toujours l'égalité de tous indépendamment du sexe, de l'ethnicité, de la religion, de la culture, de la langue n'est donc pas l'épanouissement de la diversité culturelle, mais la guerre civile universelle. Ces nouvelles guerres civiles ne se déchaînent pas au nom d'un régionalisme écologique et culturel mais pour créer toujours plus de patries. Le désir légitime de racines culturelles et ethniques et d'autodétermination est transformé de nouveau en guerres racistes et machistes de nature génocidaire. Le caractère sexiste et raciste de ces nouvelles guerres civiles devient évident quand on apprend les atrocités commises contre les 'ennemis' respectifs par les guerriers combattants. On peut lire ainsi que des Tchétchikis serbes qui massacrèrent des miliciens croates, coupèrent le pénis de leurs

ennemis morts et les placèrent dans leur bouche; ou voir des images à la télévision montrant le sexe des ennemis arraché par un coup de feu.

Les femmes ne peuvent pas soutenir ces guerres, non seulement parce qu'avec les enfants elles en sont majoritairement les victimes, mais parce que toutes les victimes sont enfants de femmes, même les soldats massacrés. En outre, cette recherche d'identité nationale même si elle est inspirée par le désir subconscient du retour au 'pays natal', renforce partout le machisme, la militarisation et la brutalité des hommes. Dans ces images, ce sont toujours des hommes — jeunes — que nous voyons combattre probablement pour leur propre Etat-nation, leur patrie. Et dans le contexte du patriarcat capitaliste, cela signifie qu'ils combattent pour le contrôle du territoire et des femmes.⁽²¹⁾

Cependant, dans les guerres civiles en cours et potentielles pour de nouvelles patries et l'autodétermination, les femmes et les enfants ne seront pas les seuls à payer le prix, mais aussi la mère-terre, ainsi que l'environnement, car, comme on l'a déjà noté, ces guerres concernent aussi l'accroissement des parts du gâteau économique, et par conséquent on assistera à la poursuite de la contamination et de la destruction de ce qui reste encore commun: l'air, l'eau, le sol, les forêts, les champs. Bien que toutes les 'nations civilisées' reconnaissent le droit des nations à l'autodétermination, il semble que ce droit soit basé aussi sur l'exploitation et la destruction de certains 'autres', comme on peut l'observer dans le cas de l'individu (voir chapitre XI). Ces nouvelles guerres civiles ne peuvent être évitées que si ceux qui combattent pour une identité ethnique et nationale acceptent une politique économique d'auto-suffisance et de restriction.

Il serait faux cependant de voir les femmes uniquement comme victimes de ces nouvelles guerres pour des patries; il existe de nombreux exemples de femmes qui soutiennent des guerres patriotiques. La première Guerre mondiale était soutenue par des organisations de femmes patriotiques, en Allemagne et ailleurs; le national-socialisme d'Hitler de même que la Deuxième Guerre mondiale furent aussi soutenus par des femmes, dont certaines étaient des admiratrices enthousiastes du système hitlérien. En Yougoslavie aussi, comme ailleurs, il se trouve des femmes pour soutenir ces guerres civiles et même pour s'engager comme volontaires pour combattre l'ennemi. Dans l'ancienne URSS, un des mouvements pour un nouvel Etat-nation — le Tatarstan — est même dirigé par une femme, Fauzia Bairamova. Plus surprenant encore, Fauzia Bairamova est une femme musulmane qui lutte en faveur d'une patrie musulmane. C'est pourquoi, il serait naïf de conclure que toutes les femmes, parce qu'elles paient le prix fort pour les patries, en même temps que la mère-terre, rejettent ces guerres suicidaires et fratricides.

D'autre part, il existe des organisations et des groupes de femmes qui tiennent encore dans une certaine mesure à un internationalisme féministe, un internationalisme qui n'a pas perdu de vue que nous sommes tous nés d'une femme, et que nous dépendons tous de la même mère-terre.

Sans la reconnaissance de cet aspect écologique, féministe et internationaliste, la recherche de l'identité nationale dans le contexte d'un patriarcat capitaliste avec ses incitations à la consommation ne peut que nous conduire à des guerres civiles toujours plus sexistes, des guerres destructrices de toute vie, y compris la vie humaine, qui finalement anéantiront la planète elle-même.

Notes

1. Pour le premier programme UFV voir Merckel Ina, 'Ohne Frauen ist kein Staat zu machen' (Sans femmes, on ne peut pas faire un Etat). Non publié, Berlin 1989.
2. *Die Tageszeitung* du 6 février 1989.
3. Mies Maria, *Patriarchy and Accumulation on a World Scale: Women in the International Division of Labor*. Zed Books, Londres 1986.
4. Cette conférence a été organisée par la Fondation Heinrich Böll en collaboration avec le Parti Vert.
5. Thurmer-Rohr Christina, 'Gedanken zur deutsch-deutschen Sturzgeburt', in *Die Tageszeitung* du 2 avril 1990.
6. Voir par exemple Bock Gisela & Barbara Duden, 'Labor of Love, Love as Labor,' in *Development*, Special Issue: Women. Protagonists of Change, No 4, 1984, pp. 6-14. v. Werlhof Claudia, 'Women's Work, The Blind Spot in the Critique of Political Economy', in Mies Maria & al *Women: the Last Colony*. Zed Books, Londres 1988, and Mies Maria (1989) op. cit.
7. Polanyi Karl, *The Great Transformation*. Suhrkamp, Francfort 1978.
8. Heinsohn Gunnar, Rolf Knieper & Otto Steiger, *Menschenproduktion. Allgemeine Bevölkerungslehre der Neuzeit*. Suhrkamp, Francfort 1979.
9. Mies Maria & Saral Sarkar, "Menschenrechte und Bildung für alle ? in *Vorgänge*, n°5, Octobre 1990, p.85.
10. Thürmer-Rohr Christina, op. cit.
11. Potts Lydia, *The World Labour Market: a History of Migration*. Zed Books, Londres 1990.
12. Wallerstein Immanuel, *The Modern World System*. Vol I. Capitalist Agriculture and the Origin of the European World Economy in the Sixteenth Century. Academic Press, New York 1974.
13. Giddens Anthony, *The Nation State and Violence*. University of California Press, Berkeley and Los Angeles 1987.
14. Brownmiller Susan, *Le viol*. Trad. de l'américain (1975).Ed. L'Étincelle, Paris, 1980
15. Enloe Cynthia, 'Beyond Rambo: The Gendered politics of Militarization', article publié dans: *Sangharsh*, Vimochana n°3 (sans date). Women's Book Shop, Bangalore, Inde; et Chapkis Wendy, Sexualität und Militarismus, in *Anti-militarismus-Informationen*, Vol. XVII n°8, Août 1987.
16. Voir Chomsky Noam: Öl schmiert auch die Moral, in *Wochenzeitung* n°4, Zurich, 25 janvier 1991; voir aussi: Chomsky, N. *The New World Order*. Open Magazine Pamphlet Series. Noam Chomsky est un des rares intellectuels aux Etats-Unis à avoir critiqué ouvertement la Guerre du Golfe comme guerre néo-coloniale, entreprise par l'Administration américaine en vue de contrôler la région du Golfe riche en pétrole. Un an après la guerre du Golfe, Chomsky a accusé clairement l'Administration américaine de corruption à l'égard de l'ONU pour faire accepter cette guerre par le Conseil de Sécurité, et de mentir à l'opinion publique mondiale au sujet de cette guerre d'agression menée principalement contre des civils, contre des enfants, contre des femmes et contre la nature. (Interview de Noam Chomsky par Martin Völker dans *Frankfurter Rundschau*, le 30 janvier 1992.)
17. Enloe Cynthia, op. cit.
18. Dans les années 1860, Bachofen avait déjà signalé que les fidélités premières du clan et de la tribu à une région ou à une contrée particulières étaient basées sur des traditions de droit maternel. Bachofen J.J., *Das Mutterrecht*. T. Suhrkamp, Francfort 1975 Trad. de l'allemand: *Du règne de la mère au patriarcat*, pages choisies, Ed. de l'Aire, Lausanne, 1980. Voir aussi Eric Hobsbawm, *Nation & Nationalism since 1780. Programme, Myth & Reality*. Cambridge University Press, Cambridge 1991.
19. Yayoi Aoki, 'In Search of the Roots of Sexual Discrimination. Thoughts on Japan's Modernization and Confucian Ideology.' Non publié, sans date.
20. Ibid., p.19.
21. Il faut toutefois mentionner ici que ces deux aspects ont été compris par des milliers de femmes dans le monde qui protestèrent contre la guerre du Golfe, furent à l'avant-garde du mouvement pour la paix, et qui, aujourd'hui, s'opposent aux guerres civiles.